

Afrique

Rwanda : La capitale livrée à elle-même

Jean Hélène

Le Monde, 13 avril 1994, page 5

La plupart des Occidentaux étant partis, les habitants de Kigali se terrent chez eux

KIGALI de notre envoyé spécial

Sur près de 10 kilomètres, les convois d'évacuation empruntent une mauvaise piste, rendue glissante par la saison des pluies, dans les faubourgs de la capitale, pour atteindre l'aéroport, contrôlé par les parachutistes belges et français. Il faut contourner la colline de Remera, où a lieu le plus gros des combats entre les forces régulières et les combattants du Front patriotique rwandais (FPR).

Le départ des quelque 3 000 étrangers résidant au Rwanda est ponctué de tirs d'artillerie lourde, dont les obus tombent parfois à proximité de l'aéroport. A Kigali, l'évacuation touche à sa fin, mais il y a encore près de 700 Belges à aller chercher dans les collines de l'intérieur. Les faubourgs traversés portent les traces des violences qui ont ensanglanté la capitale

depuis le 7 avril, au lendemain de la mort du président Juvénal Habyarimana, tué dans son avion ainsi que le président burundais. Quelques cadavres dans les fossés, plusieurs villas dévastées, une petite entreprise dévalisée. Dans un pré, les villageois ont sacrifié quelques vaches de la ferme laitière de Rubirizi et se partagent les morceaux, en saluant avec chaleur les soldats français de l'escorte.

Soudain, une foule de gens paniqués au détour d'un carrefour. Des familles entières s'échappent à pied, encadrés par des soldats. Tirs rebelles ? Au retour, la situation sera redevenue calme. Le quartier est quadrillé par des militaires, auxquels se mêlent des miliciens qui semblent décidés à en découdre avec les inkontanyi du FPR. Des coups de canon continuent de retentir sur la ville et les échanges de tirs se rapprochaient du centre de la capitale, mercredi 12 avril dans la matinée.

Il semble que la stratégie du FPR est d'infiltrer ses hommes, par petits groupes très dispersés, dans différents quartiers, à partir de leur « caserne » de l'ancien Parlement, et d'ouvrir le feu pour donner l'impression que les renforts sont déjà dans Kigali. Entreprise risquée, voire suicidaire, car les commandos *inkontanyi* doivent se fondre dans la population, qui leur est totalement hostile. S'ils sont découverts, ils n'échappent pas à la mort. De source gouvernementale, on indique que « huit éléments FPR ont été tués par la population dimanche, du côté de la route de Byumba, ainsi que quelques autres qui s'étaient retranchés dans une usine de plastique à Gikondo ».

Négociations pour un cessez-le-feu

Les nouvelles restent vagues des combats sur les fronts du nord. Le FPR tenterait de contourner les places fortes de l'armée pour avancer vers la capitale, mais là aussi les incursions sont très hasardeuses, dans un milieu hutu (85 % de la population) menaçant. On a dit les 15 000 à 20 000 hommes du FPR plus combattifs et mieux entraînés que les Forces armées rwandaises (FAR) estimées à 30 000 hommes. Mais ce qui était vrai au début de la guerre civile, en

octobre 1990, ne l'est apparemment plus aujourd'hui.

Radio Muhabura, la voix du FPR, appelle quotidiennement les militaires rwandais à se désolidariser de la Garde présidentielle qui tient le front sur Kigali. Le FPR tente de jouer sur les rivalités entre les Hutus du nord (qui monopolisent le pouvoir depuis vingt ans) et ceux du sud. Une tactique qui pourrait réussir chez les opposants sudistes dont de nombreux dirigeants ont été assassinés ces derniers jours mais aux résultats improbables auprès de la troupe, peu susceptible de mutineries devant la « menace extérieure de l'armée tutsie ».

Déterminé à obtenir un cessez-le-feu, l'infatigable général Roméo Dallaire, commandant de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), fait la navette entre l'Hôtel des diplomates à Kigali, où siège le nouveau gouvernement, et le quartier général du FPR à Mulindi, 80 kilomètres plus au nord. Selon certaines sources de l'ONU, les autorités seraient sur le point d'accepter les exigences du FPR, qui veut limiter le cessez-le-feu à Kigali. Il s'agirait alors vraisemblablement d'un arrêt temporaire des combats, le temps d'évacuer le reste des étrangers.

Mais pour les Tutsis, les opposants et les habitants des beaux quartiers (toutes ethnies confondues)... bref, pour les cibles privilégiées des miliciens, la situation devient diffi-

cile. Même si des observateurs font état d'une progressive restauration de l'ordre grâce à la gendarmerie, plus légaliste. Certains n'en peuvent plus de se terrer chez eux, alors que leurs voisins ont été tués, et négocient leur départ avec des militaires, dont l'escorte vaut très cher. Il leur faut ensuite franchir, comme un péage, les barrages des miliciens. Mais où aller ? Les plus chanceux réussissent à se réfugier dans une ambassade, en espérant qu'ils ne seront pas oubliés dans l'évacuation. Dans les hôpitaux aussi, la situation devient critique. Hier encore, des soldats ont achevé deux adolescents, rescapés d'un massacre, au Centre hospitalier de Kigali.